

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Victoire de Barack Obama à l'élection présidentielle
américaine

L'espoir et l'illusion

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 21 janvier 2009

Démocratie & Socialisme

Le résultat de l'élection présidentielle américaine marque sans nul doute un tournant dans l'histoire des Etats-Unis. Mais la victoire de Barack Obama est sans doute plus significative de l'état de la société américaine que d'un véritable changement politique profond dans ce pays.

Avec une majorité absolue de 52 % des voix et quasiment les deux tiers des Grands Electeurs qui le désigneront officiellement comme Président des Etats-Unis, Barack Obama a emporté la plus large victoire présidentielle depuis vingt ans. Elle est large et incontestable. Pourtant, si l'on prend ses distances avec l'engouement ambigu que sa candidature a suscité en Europe, l'analyse montre que le candidat démocrate ne partait pas avec toutes les chances de son côté.

Alors que le Parti démocrate avait rudement bataillé pour désigner son candidat, Obama ne l'emportant sur la sénatrice Clinton que d'une courte tête dans une bataille très rude, les Républicains, eux, avaient rapidement désigné un candidat de consensus qui pouvait à la fois incarner une continuité conservatrice et une rupture avec la politique Bush, tout en présentant une expérience politique longue et sérieuse.

De fait, à la veille de la Convention nationale démocrate, les deux candidats McCain et Obama étaient au coude-à-coude dans les sondages, le premier devançant même légèrement le second. Tout était en place pour une bataille électorale tendue et serrée, comme cela avait été le cas lors des deux élections précédentes.

La cassure dans la campagne fut en fait à l'initiative de John McCain, qui commit deux erreurs manifestes. La première fut la désignation de sa co-listière, la gouverneur de l'Alaska Sarah Palin. Dans son esprit, il s'agissait à la fois de rassurer l'aile droite de son parti à laquelle Palin appartient, de tenter de récupérer des électeurs « féministes » déçus par l'échec d'Hillary Clinton pour l'investiture démocrate et de peaufiner un profil de candidat anti-bureaucratie en compensant ses années de présence au Capitole par une élue d'un Etat exotique.

Cette annonce eut pour principal effet de mettre en avant la Gouverneur de l'Alaska, qui fit la une de tous les médias, au détriment justement du candidat à la Présidence. Tandis qu'Obama, en choisissant un sénateur réputé pour son sérieux, mais assez incolore, Joe Biden, maintenait l'attention sur sa personne. Par ailleurs, l'alignement politique de Sarah Palin, très à droite, eu pour effet principal d'annuler le recentrage tenté par McCain, considéré comme un « modéré » dans son parti, et d'inquiéter quant à ses capacités à gouverner en cas de malheur, et sur la cohérence de l'attelage républicain.

La deuxième erreur fut évidemment de minimiser l'importance de la crise financière, en déclarant que les « fondamentaux » de l'économie américaine était « sains ». Dès lors, son audience sembla s'affaiblir, jusqu'à la date de l'élection, où il n'a recueilli que les voix des Etats les plus conservateurs du « Far West » et du Sud profond ; et encore : Barack Obama réussit l'exploit d'emporter la Caroline du Nord et la Virginie, deux Etats marqués par leur passé esclavagiste et ségrégationniste.

Paradoxalement, alors que les Etats-Unis entraient dans une crise économique très grave, le discours d'Obama, volontariste et ambigu, a porté. Tandis que chaque jour, les exemples des limites de la puissance américaine se font jour pour les citoyens, comme cela s'est manifesté lors de la catastrophe de La Nouvelle-Orléans, son « Yes we can » semble pourtant complètement à contre-sens de la réalité quotidienne. Jamais, en effet, depuis le New Deal, les américains n'ont été à ce point laissés à l'abandon par la puissance publique. Les politiques ultralibérales reaganiennes, puis menées par les Bush, ont en effet ruiné les services publics, détruit tout le système d'inspiration keynésien qui avait été maintenu, peu ou prou, par tous les présidents, démocrates comme républicains, jusqu'à la fin des années 70. Les systèmes scolaires et judiciaires ont atteint un niveau d'amplification des inégalités sociales

qui a annulé largement les politiques d'affirmative action qui avaient pu être menées.

En votant pour lui, les américains ont voté pour une vision de leur pays mêlant finalement nostalgie et modernité : nostalgie d'une Amérique toute-puissante et volonté d'un homme « neuf », noir, représentant une rupture avec le système Bush et avec le milieu social blanc, anglo-saxon et protestant, qu'il représente. On ne peut minorer l'ampleur de l'espoir et de l'émotion suscité par cette élection.

Pour des millions d'Américains, et au-delà dans le monde, elle a signifié la fin de la domination de l'homme blanc sur la planète, la possibilité de faire changer de cap politique les Etats- Unis, dont le repli nationaliste et l'interventionnisme messianique a lourdement pesé partout dans le monde. Mais la question qui se pose est de savoir si le costume n'est pas un peu trop grand pour celui qui le porte. Dans son programme, dans ses prises de position, rien n'indique que Barack Obama puisse apporter une réponse aux attentes soulevées par son élection. Ni en matière économique, ni en matière sociale, il n'a pris de distances avec les politiques libérales qui ont été menées par les Etats-Unis.

Or, faute d'une réorientation fondamentale de ces aspects de la politique des Etats-Unis, l'espoir risque de se transformer en désillusion, une désillusion d'autant plus forte qu'effectivement, l'espoir aura été grand. Et qui sait, alors, vers quels nouveaux extrémismes les américains pourraient se tourner ? C'est en général l'issue du populisme « de gauche », qui ouvre la voie à un populisme bien plus grave, celui de la droite extrême.

Hervé Le Fiblec